



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-10 du 10 mars 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. L'administration américaine appelle le secteur privé à renforcer les contrôles afin d'éviter le contournement des sanctions contre la Russie
2. La Chambre maintient la pression sur l'administration sur le contrôle des exportations vers la Chine
3. Les États-Unis confrontent le Mexique sur le maïs et les droits des travailleurs dans le cadre de l'accord USMCA

Climat – énergie – environnement

4. Le Département américain de l'Énergie publie les orientations pour l'attribution de crédits nucléaires civils de 6 Md\$ prévus par la Loi bipartisane sur les infrastructures

Transport et infrastructure

5. Le Département de la Justice engage une action civile antitrust pour bloquer la fusion des compagnies aériennes Spirit et JetBlue, avec le soutien du Département des Transports

Industrie

6. Le Département américain du Commerce maintient le respect des normes environnementales dans les critères de sélection pour les subventions à l'industrie des semiconducteurs

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA propose de durcir les règles d'utilisation des labels « Produit des États-Unis » et « Fabriqué aux États-Unis »

Numérique et innovation

8. Un nouveau projet de loi visant à examiner les menaces potentielles à la sécurité nationale posées par les technologies notamment chinoises est introduit au Sénat
9. Le Congrès organise de nombreuses audiences sur les sujets numériques
10. L'Utah souhaite renforcer la protection des mineurs face aux médias sociaux

Santé

11. Les données personnelles des députés et du personnel de la Chambre des représentants ont été piratées suite à une faille dans leurs systèmes d'assurance maladie

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'administration américaine appelle le secteur privé à renforcer les contrôles afin d'éviter le contournement des sanctions contre la Russie

Les Départements du Commerce, du Trésor et de la Justice américains ont [publié](#) conjointement le 2 mars une « note de conformité » sur la lutte contre le contournement des sanctions visant la Russie. À destination des entreprises, cette note les appelle à mettre en œuvre des programmes de conformité, incluant des contrôles internes rigoureux, des formations du personnel, et des systèmes de signalement d'activités suspectes aux autorités. Notant que la plupart des techniques de contournement observées implique l'utilisation d'intermédiaires destinés à dissimuler l'implication d'entités ou individus sanctionnés, la publication liste des comportements susceptibles d'indiquer la présence de tiers agissant comme de tels intermédiaires dans une transaction. Elle présente aussi des exemples concrets d'entreprises américaines récemment condamnées en raison de leur implication dans des activités de contournement des sanctions ou des mesures de contrôle des exportations visant la Russie.

2. La Chambre maintient la pression sur l'administration sur le contrôle des exportations vers la Chine

Le président républicain de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants, M. McCaul (Texas), a adressé une [lettre](#), datée du 6 mars, au Sous-secrétaire au Commerce A. Estevez, l'interrogeant sur sa politique d'octroi de licences à l'export à l'entreprise de télécommunications chinoise Huawei. La lettre souligne que, selon les données du Bureau of Industry and Security (BIS), dirigé par A. Estevez, ce service aurait autorisé 61 Md\$ d'exportations de technologies vers Huawei entre novembre 2020 et avril 2021. Elle fait ainsi écho aux propos tenus lors d'une [audition](#) du 28 février, au cours de laquelle M. McCaul avait exhorté le Sous-secrétaire à mieux coordonner ses mesures de contrôle des exportations avec les sanctions prises par le Département du Trésor [voir [Flash Accents du 3 mars 2023](#)]. M. McCaul avait également [déclaré](#) sa surprise de constater qu'au cours du premier trimestre 2022, le BIS avait encore accordé des licences pour un total de plus de 23 Md\$ d'exportations à des entreprises chinoises placées sur l'*Entity List* du Département du Commerce.

3. Les États-Unis confrontent le Mexique sur le maïs et les droits des travailleurs dans le cadre de l'accord USMCA

Le 6 mars, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [annoncé](#) avoir demandé l'ouverture, aux termes de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), de consultations avec le gouvernement du Mexique au sujet des mesures de restrictions prises par ce dernier sur les importations de maïs génétiquement modifié. Selon l'USTR, ces restrictions seraient en violation des dispositions sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'accord, qui imposeraient d'adopter « une approche fondée sur la preuve scientifique » des risques. Cette annonce, intervenue plus d'un mois après que les États-Unis ont formellement demandé au Mexique de s'« expliquer » sur ces mesures, a été [saluée](#) par de nombreux membres du Congrès, de manière transpartisane, ainsi que par des représentants du secteur agricole américain. Le même jour, K. Tai a également [annoncé](#) avoir formellement demandé au gouvernement mexicain de vérifier si les employés de l'usine mexicaine Unique Fabricating étaient bien en capacité d'exercer leurs droits de libre association et de négociation collective. Cette requête marque la septième invocation par les États-Unis du mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'USMCA, qui vise à assurer le respect des droits des travailleurs.

Brèves

- La Secrétaire au Commerce américaine G. Raimondo s'est [rendue](#) du 6 au 10 mars à New Delhi afin de participer au « Dialogue commercial » entre les États-Unis et l'Inde. Elle y a notamment [discuté](#) du renforcement de la coopération sur les chaînes de valeur des semi-conducteurs entre les deux pays, alors que les États-Unis cherchent à réduire leur dépendance à la Chine dans ce secteur.
- Dans le cadre de son premier déplacement au Brésil, l'USTR K. Tai a [rencontré](#) les ministres brésiliens du commerce et des affaires étrangères à Brasilia le 8 mars. Ils ont notamment convenu de renforcer la relation commerciale entre les États-Unis et le Brésil au travers de l'Accord de coopération économique liant les deux pays (ATEC).
- Dans le cadre du Conseil commerce et technologies (CCT), l'USTR, le Département du travail américain et la Commission européenne ont [organisé](#) le 8 mars une table ronde avec des syndicats, des entreprises et des représentants de la société civile des États-Unis et de l'UE sur

- le devoir de vigilance dans les chaînes d'approvisionnement.
- À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 8 mars plusieurs entités et officiels du régime iranien en raison de leurs actes de violation des droits humains, notamment des droits des femmes, leur rôle dans la répression des manifestations et leur responsabilité dans le blocage de l'accès à internet dans le pays.
 - Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 9 mars 39 sociétés iraniennes, émiraties et hong-kongaises formant un réseau bancaire impliqué dans le contournement des sanctions contre l'Iran. Le même jour, le Département du Trésor a également [sanctionné](#) 5 entités et un individu chinois en raison de leur soutien à la production de drones iraniens retrouvés sur le champ de bataille ukrainien.

Climat - Énergie - Environnement

4. Le Département américain de l'Énergie publie les orientations pour l'attribution de crédits nucléaires civils de 6 Md\$ prévus par la Loi bipartisane sur les infrastructures

Le Département de l'Énergie américain (DoE) a [publié](#) la semaine dernière les orientations pour le deuxième cycle d'attribution du programme de crédits nucléaires civils (CNC), un investissement de 6 Md\$ prévu par la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL) afin faciliter la poursuite de l'activité de réacteurs nucléaires en fin de vie dans le pays (disposition 40323). Après une décennie marquée par la fermeture anticipée de 13 réacteurs nucléaires commerciaux aux États-Unis, le programme CNC encourage la poursuite de l'exploitation des réacteurs nucléaires afin de garantir la disponibilité d'une électricité propre qui réduit la dépendance du pays à l'égard des énergies fossiles et préserve des milliers d'emplois bien rémunérés. Première source d'énergie décarbonée du pays, l'énergie nucléaire est jugée essentielle pour atteindre l'objectif présidentiel d'une électricité 100 % propre d'ici 2035.

Le 21 novembre 2022, le DoE avait [annoncé](#) la sélection conditionnelle de la centrale de Diablo Canyon, située près d'Avila Beach en Californie, pour recevoir le premier cycle de financement du programme CNC. Alors que le premier cycle

d'attribution limitait l'éligibilité aux propriétaires ou exploitants de réacteurs nucléaires qui avaient annoncé leur intention de mettre fin à l'activité de leur installation dans un délai de quatre ans, le deuxième cycle d'attribution est ouvert aux propriétaires ou exploitants de réacteurs nucléaires qui risquent de fermer avant la fin de la période d'attribution de quatre ans, y compris les réacteurs qui ont cessé leur activité depuis le 15 novembre 2021. Les demandes pour le deuxième cycle d'attribution du CNC devront être soumises au plus tard le 31 mai 2023.

Brèves

- L'Agence d'information sur l'énergie américaine (US EIA) [prévoit](#) dans ses perspectives énergétiques à court terme que les exportations américaines de GNL atteindront en moyenne environ 3,4 Mm³/jour en 2023, soit une augmentation de 14 % par rapport à 2022, et qu'elles continueraient d'augmenter de 5 % en 2024. La remise en service du terminal d'exportation de GNL de [Freeport](#) et les nouveaux [projets](#) d'exportation de GNL qui seront mis en service d'ici la fin 2024 fondent ces prévisions d'augmentation des exportations.

Transport et infrastructure

5. Le Département de la Justice engage une action civile antitrust pour bloquer la fusion des compagnies aériennes Spirit et JetBlue, avec le soutien du Département des Transports

Le Département américain de la Justice (DoJ) a [annoncé](#) le 7 mars avoir engagé une action civile

antitrust pour bloquer la proposition d'acquisition de la compagnie aérienne Spirit par la compagnie concurrente JetBlue pour un montant 3,8 Md\$, sur le fondement de l'article 7 du Clayton Act qui interdit les fusions et acquisitions dont l'effet « peut être de réduire substantiellement la concurrence ou de tendre à créer un monopole ».

Cette démarche prend la forme d'une plainte [déposée](#) conjointement avec les procureurs généraux du Commonwealth du Massachusetts, de l'État de New York et du district de Columbia, auprès d'un tribunal fédéral situé à Boston, qui allègue que la fusion entraînerait la disparition du transporteur à très bas coût (*ultra low cost carrier*) « le plus vaste et à la croissance la plus forte aux États-Unis », pointant que Spirit représente aujourd'hui environ la moitié de l'offre de sièges à très bas coût du pays.

La plainte appuie son argumentaire principalement sur l'observation que le modèle commercial de Spirit a accru la concurrence et a induit une baisse des tarifs sur des centaines de liaisons à travers le pays, permettant ainsi à davantage d'Américains de voyager, un effet que le DoJ qualifie d'« effet Spirit ». Le DoJ explique notamment que Spirit a introduit la dissociation de certaines prestations auparavant groupées et incluses d'office dans les prix des billets, afin de permettre aux clients de sélectionner ces services à titre de compléments (bagages en cabine, choix des sièges, collations à bord), facturés à la carte mais à des tarifs demeurant *in fine* inférieurs par rapport aux autres compagnies. La plainte du DoJ relève ainsi que, selon des estimations fournies par Spirit, lorsque cette compagnie commence à opérer une liaison, les prix moyens des billets sur cette liaison diminueraient de 17 %, alors qu'à l'inverse, s'appuyant cette fois sur des estimations fournies par JetBlue, lorsque Spirit arrête de desservir une liaison, les prix moyens grimperaient de 30 %.

Le DoJ souligne combien le segment des voyageurs américains « de loisirs » serait pénalisé par cet effet prix, ces clients étant davantage susceptibles de renoncer à voyager du fait qu'ils sont amenés à payer leurs billets de leur propre poche, contrairement aux voyageurs d'affaires.

La plainte affirme aussi que « sur plusieurs dizaines de liaisons transportant des dizaines de millions de passagers chaque année, JetBlue et Spirit sont deux des rivaux les plus significatifs aujourd'hui, et leurs parts de marché combinées sont si élevées que la transaction est présumée illégale ».

Le DoJ déplore par ailleurs que la fusion des deux compagnies mettrait fin à l'expansion de Spirit, rapportant que la compagnie avait annoncé son ambition de relier cinq nouvelles villes et d'accroître ses fréquences à Fort Lauderdale, Orlando et Los Angeles, des destinations d'intérêt

confirmé pour JetBlue également. Surtout, la plainte rapporte que, dans le cadre de sa proposition d'acquisition, JetBlue aurait clairement indiqué son intention de revoir l'agencement des appareils de Spirit pour les aligner avec ceux de JetBlue, ce qui se traduirait par un retrait de 10 % à 15 % sièges sur chaque vol Spirit actuellement en opération.

Enfin, la plainte du DoJ indique que cette proposition de transaction ne devrait pas être considérée dans un contexte isolé, mais comprise comme « la dernière étape d'une tendance à la consolidation dans le transport aérien ». À l'appui, elle rappelle qu'une série de fusions antérieures a mené à la constitution de « Big Four » (Delta, United, American Airlines et Southwest) contrôlant près de 80 % du secteur, et que la fusion JetBlue-Spirit en ferait le cinquième plus gros acteur. En 2020 déjà, JetBlue avait conclu une alliance avec American Airlines pour la région Nord-Est du pays, dont la légalité a été par ailleurs contestée par les autorités fédérales et fait l'objet d'une action en justice séparée, actuellement en cours.

Le même jour, le Département des Transports (DoT) a [déclaré](#) soutenir pleinement l'action du Département de la Justice. À cet égard, le DoT s'est exprimé à propos de démarches administratives en cours relevant de sa compétence, conduites par JetBlue et Spirit dans le cadre de leur rapprochement. Le communiqué indique que JetBlue et Spirit ont déposé auprès du DoT une demande de transfert d'un certificat exigé pour fournir des services de transport aérien, afin que les deux compagnies puissent combiner et exploiter leurs liaisons internationales sous un unique certificat. Les deux compagnies aériennes ont par ailleurs déposé une demande d'exemption demandant au DoT de leur permettre d'exercer leurs activités en propriété commune, dans l'attente de l'octroi du transfert de certificat demandé.

Le DoT annonce d'ores et déjà dans son communiqué qu'il rejettera la demande de dérogation administrative formulée par JetBlue et Spirit. Il ajoute qu'il poursuivra une enquête séparée concernant la demande de transfert de certificat, en se fondant sur son mandat statutaire d'intérêt public et en vertu de son pouvoir de faire appliquer les lois contre les pratiques déloyales et trompeuses et les méthodes de concurrence déloyales.

Industrie

6. Le Département américain du Commerce maintient le respect des normes environnementales dans les critères de sélection pour les subventions à l'industrie des semi-conducteurs

Alors que le *Chips Program Office* (CPO) du Département américain du Commerce (DoC) a lancé son premier tour d'appel à candidatures pour le financement de projets de production de semi-conducteurs la semaine dernière, les représentants de l'industrie réclament un assouplissement des exigences en matière de performance environnementale.

La documentation relative aux critères de sélection des projets qui bénéficieront des subventions publiques du CHIPS Act indique que les projets doivent « [attester de leur responsabilité climatique et environnementale](#) » et sont soumis au National Environment Policy Act (NEPA). Cette loi impose des exigences environnementales particulières pour les projets de construction dans lesquels le gouvernement fédéral joue un rôle majeur.

La *Semiconductor Industry Association* (SIA), principale association regroupant les industriels du secteur, demande au contraire une exemption des contraintes du NEPA pour les nouveaux projets, en invoquant les [délais](#) qu'elles pourraient engendrer

et l'urgence de consolider les chaînes de production nationale vis-à-vis de la concurrence chinoise. La *US Chamber of Commerce* estime pour sa part que les examens du NEPA pourraient ajouter « jusqu'à 7 ans » au processus d'allocation des fonds.

Pour bénéficier d'une exclusion catégorique du NEPA, l'industrie doit démontrer que la fabrication de puces n'a pas d'effet significatif sur l'environnement humain, ce qui représente une démarche d'environ deux ou trois ans d'après l'ONG *Center for Biological Diversity*. En pratique, les fabs nécessitent de grandes quantités d'eau purifiée pour laver les plaquettes de silicium et utilisent des produits chimiques corrosifs pour graver les puces dans les plaquettes, ce qui pose des risques de pollution de l'environnement.

Face à l'incertitude concernant les modalités d'évaluation environnementale des projets, le CPO a récemment précisé ses recommandations. Les candidats doivent tout d'abord remplir un questionnaire en ligne relatif au volet environnemental de leur projet. Le DoC prévoit de revenir vers la communauté « rapidement » avec plus d'informations à ce sujet. Les candidats ont été encouragés à débiter le processus le plus tôt possible.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA propose de durcir les règles d'utilisation des labels « Produit des États-Unis » et « Fabriqué aux États-Unis »

Le 6 mars, l'USDA a [annoncé](#) une proposition de modification des règles encadrant l'utilisation volontaire des labels « Produit des États-Unis » et « Fabriqué aux États-Unis » pour des produits issus de l'élevage. Alors que la réglementation actuelle autorise l'apposition de ces labels sur les produits importés puis transformés aux États-Unis, le nouveau texte limiterait cette utilisation à la viande, à la volaille et aux œufs provenant d'animaux nés, élevés, abattus et transformés aux États-Unis. L'utilisation de ces labels serait toujours exemptée d'une préapprobation par le FSIS, mais devrait s'accompagner de documents à soumettre en cas de vérification.

Cette révision est présentée par l'USDA comme un pas vers plus de clarté et de transparence pour les consommateurs, dont 84 % ne connaissaient pas ou mal le sens de ces labels, selon une [enquête](#) du FSIS

menée en 2022. Si cette annonce a été accueillie positivement par des associations d'éleveurs et des groupes antimonopolistiques, elle suscite en revanche les critiques des industriels de la transformation qui [qualifient](#) la nouvelle réglementation de « trop prescriptive ». Ils estiment qu'elle conduira à une hausse des prix à la consommation et à des représailles du Canada et du Mexique, en introduisant une barrière non tarifaire au commerce. Ils comparent cette nouvelle règle à l'obligation de mention du pays d'origine du bœuf et du porc, qui avait été abrogée par le Congrès en 2015 à la suite de décisions défavorables de l'OMC.

Brèves

➤ Dans un [rapport](#) publié le 16 février, le Government Accountability Office (GAO) propose de réduire les subventions aux primes d'assurance récolte pour les exploitations à hauts revenus et d'ajuster les compensations

fédérales pour les compagnies d'assurance afin de dégager chaque année des centaines de millions de dollars de fonds pouvant être alloués à d'autres priorités agricoles.

- Dans une [lettre](#) du 27 février, le vice-président de la National Cattlemen's Beef Association (NCBA), Ethan Lane, appelle Tom Vilsack à suspendre les importations de bœuf brésilien après que le Brésil a tardé à notifier un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine atypique (ESB atypique), en violation des exigences de l'OMSA. Ce retard de notification de 35 jours serait le dernier d'une longue série qui justifierait, pour la NCBA et d'autres groupements professionnels d'éleveurs bovins (notamment U.S. Cattlemen's Association et R-CALF USA), une enquête de l'USDA sur l'organisation du système de surveillance et de diagnostic vétérinaire du ministère de l'Agriculture brésilien. Certains élus n'avaient pas attendu ce nouveau cas d'ESB pour redéposer au Congrès, le 16 février, une [proposition de loi](#) bipartisanne visant à suspendre les importations de bœuf du Brésil jusqu'à ce qu'une enquête d'impact de ces viandes sur la sécurité alimentaire et la santé animale soit menée.
- Selon un [rapport](#) du Conseil national de la pomme de terre, publié le 28 février, l'industrie de la pomme de terre contribuerait à l'économie nationale à hauteur de 100,9 Md\$ en 2021, dont 10,8 Md\$ au niveau de la production agricole, 49,1 Md\$ au stade des activités de transformation et de distribution et 41 Md\$ au niveau des activités de restauration et de la consommation finale des ménages. L'industrie générerait également 714 000 emplois domestiques et participerait au PIB annuel du pays à hauteur de 53,5 Md\$. Pour rappel, les États-Unis étaient le 5^{ème} plus grand producteur de pommes de terre au monde en 2021 et exportaient 20 % de leur production, principalement au Mexique, au Canada, au Japon et en Corée du Sud.
- Le 3 mars, la Secrétaire à l'Intérieur, Deb Haaland, a [signé](#) un décret ministériel allouant 25 M\$ de fonds issus de l'IRA à la restauration de populations de bisons à travers le pays. Plus précisément, ces aides financeront des projets d'établissement de nouveaux troupeaux et des initiatives de transferts de bisons aux tribus indigènes, ce qui devrait permettre

d'« améliorer le développement des sols, restaurer les plantes et la faune indigènes et promouvoir la séquestration du carbone ».

- Par une [décision](#) du 3 mars, une cour d'appel des États-Unis rejette la demande de marque de certification du terme « gruyère », formulée par l'Interprofession suisse du Gruyère et le Syndicat Interprofessionnel français du Gruyère auprès de l'USPTO en 2015. Les juges ont en effet estimé que « gruyère » était un terme générique, renvoyant à « un type de fromage, et non à un fromage qui a été produit dans la région de la Gruyère en Suisse et en France », ce qui permet son utilisation par des producteurs américains. La cour d'appel s'est notamment appuyée sur les données de l'USDA qui révélaient que la majorité des fromages importés et étiquetés « gruyère » ne provenait pas de France, ni de Suisse entre 2010 et 2020. Elle a ainsi confirmé la décision de la cour de district, qui avait été saisie par le consortium franco-suisse à la suite du rejet de sa demande de marque de certification par l'USPTO, au motif du caractère générique du terme. Si cette décision illustre une nouvelle fois les difficultés des Européens à faire reconnaître les indications géographiques aux États-Unis, il convient néanmoins de noter que certaines indications géographiques de fromage ont réussi à être protégées dans le système américain, comme le Roquefort et le Parmigiano reggiano.
- Le 6 mars, l'USDA a [annoncé](#) plusieurs actions visant à renforcer la concurrence sur les marchés de viande et de semences. 89 M\$ seront mobilisés à destination de startups et de transformateurs de viande indépendants dans le cadre du *Meat and Poultry Intermediary Lending Program*. Par ailleurs, un bureau de liaison en charge des semences sera mis en place par le service de marketing agricole de l'USDA afin d'améliorer la communication entre les agriculteurs, les obtenteurs et l'USPTO. Dans cette même idée, un groupe de travail entre l'USDA et l'USPTO sur la propriété intellectuelle et la concurrence sur les marchés des semences sera établi. Outre un guide pour plus de transparence dans l'étiquetage des variétés de graines en vente, le portail de conseil et de signalement des pratiques anti-concurrentielles de l'USDA sera également étendu au secteur des semences.

Numérique et innovation

8. Un nouveau projet de loi visant à examiner les menaces potentielles à la sécurité nationale posées par les technologies notamment chinoises est introduit au Sénat

Le 7 mars, les sénateurs Mark Warner (D-VA), président du comité spécial du Sénat sur le renseignement, et John Thune (R-SD), membre du sous-comité sur les communications, les médias et le haut débit, ont introduit un [projet de loi](#) intitulé « *Restricting the Emergence of Security Threats that Risk Information and Communications Technology* ». Ce projet de loi a pour ambition de traiter de manière globale la menace posée par la technologie des adversaires étrangers en donnant au Département du Commerce les moyens d'examiner, de prévenir et d'atténuer les transactions qui présentent un risque pour la sécurité nationale dans le domaine des technologies de l'information et des communications. Le projet de loi prévoit: (i) d'exiger que la Secrétaire au commerce établisse des procédures pour identifier, dissuader, perturber, prévenir, interdire et atténuer les transactions impliquant des produits des technologies de l'information et des communications dans lesquels tout adversaire étranger a un intérêt et pose un risque indu ou inacceptable pour la sécurité nationale; (ii) de donner la priorité à l'évaluation des produits de communication et de technologie de l'information utilisés dans les infrastructures critiques; (iii) de garantir des actions globales pour faire face aux risques liés aux produits étrangers de communication et de technologie de l'information non fiables en demandant à la Secrétaire au Commerce de prendre en considération les activités préoccupantes identifiées par d'autres entités gouvernementales; et (iv) de sensibiliser le public et la communauté des affaires en exigeant que la Secrétaire au Commerce se coordonne avec le directeur du renseignement national pour fournir des informations déclassifiées sur la manière dont les transactions refusées ou autrement atténuées présentent un risque indu ou inacceptable. Si ce projet de loi va au-delà de TikTok, les déclarations des sénateurs l'ayant introduit montrent que cette entreprise est l'une des cibles clé de ce projet de loi. Selon la presse américaine, ce projet de loi aurait le soutien de la Maison-Blanche.

Par ailleurs, le 6 mars, 46 procureurs généraux des États fédérés ont demandé à un tribunal local d'ordonner à TikTok de se conformer pleinement à

une enquête en cours visant à déterminer si la société a violé les lois sur la protection des consommateurs. Dans le cadre de cette enquête multi-États, les procureurs généraux cherchent à examiner les communications internes de TikTok pour déterminer si l'entreprise s'est livrée à une conduite trompeuse, injuste et inadmissible qui a nui à la santé mentale des utilisateurs de TikTok, en particulier des enfants et des adolescents. Le mémoire des procureurs affirme que TikTok a omis à plusieurs reprises et sciemment de conserver des informations pertinentes et de fournir des communications internes dans un format utile.

9. Le Congrès organise de nombreuses audiences sur les sujets numériques

Le Congrès a récemment organisé quatre audiences sur les sujets numériques: deux sur l'IA, une sur la concurrence sur les marchés numériques et une sur les contentieux en cours devant la Cour Suprême en matière de modération des contenus. [Une des audiences sur l'IA, intitulée « Progrès de l'IA: Sommes-nous prêts pour une révolution technologique? »](#) a notamment donné la parole à Eric Schmidt, ancien PDG de Google, qui dirige actuellement un groupe de réflexion sur la compétition avec la Chine dans le domaine des technologies émergentes. Concentrant son intervention sur l'émergence de l'IA générative, ce dernier a déclaré qu'il était essentiel de définir et de façonner ensemble la nouvelle réalité que cette technologie va créer, en résonance avec nos valeurs démocratiques. Eric Schmidt a également proposé les mesures suivantes concernant les plateformes d'IA générative: (i) assurer que l'IA générative est conçue et entraînée de manière transparente et responsable – cela signifie que les algorithmes et les données utilisés pour former l'IA générative doivent être ouverts à l'examen et les créateurs de l'IA générative doivent être en mesure d'expliquer comment la technologie fonctionne et comment elle prend des décisions; (ii) s'assurer que l'IA générative est utilisée de manière éthique et responsable – cela signifie qu'elle ne doit pas être utilisée pour créer un contenu préjudiciable ou offensant et qu'elle doit être soumise à une réglementation et à une surveillance appropriées; (iii) veiller à ce que l'IA générative soit conçue et déployée de manière inclusive et accessible à tous; (iv) s'assurer que l'IA générative est conçue et déployée de manière sécurisée et résiliente – cela signifie qu'elle doit être protégée contre les cyberattaques ou d'autres formes d'activités malveillantes et qu'elle doit pouvoir fonctionner de

manière fiable et sûre, même face à des événements ou des perturbations imprévus. Au cours d'une audience sur l'IA au Sénat, la présidente du Center for Democracy and Technology a exploré les risques (i) lorsque l'IA ou des systèmes automatisés sont utilisés dans des décisions ayant un impact sur l'accès des personnes aux opportunités économiques, telles que l'emploi, le logement et les prêts ; et (ii) dans l'administration des services gouvernementaux, par exemple lorsque l'IA ou des systèmes automatisés sont utilisés pour détecter la fraude ou déterminer l'admissibilité aux aides sociales. Lors de l'audience sur les contentieux en cours devant la Cour Suprême en matière de modération des contenus au Sénat, les sénateurs ont affirmé qu'un soutien bipartisan à l'idée de réformer la section 230, qui rend les plateformes irresponsables du contenu posté par des tiers, connaissait un renforcement, sans toutefois s'avancer sur un calendrier législatif. Enfin, l'audience du Sénat sur la politique de concurrence en matière numérique a rappelé les interrogations de nombreux sénateurs sur la capacité de la FTC à faire face aux entorses au droit de la concurrence commises par les grandes entreprises technologiques et la nécessité d'adopter des lois renforçant la politique de concurrence sur les marchés numériques.

10. L'Utah souhaite renforcer la protection des mineurs face aux médias sociaux

Le Parlement de l'Utah a adopté le 2 mars deux lois ([SB 152](#) et [HB 311](#)) qui composent le « *Utah Social Media Regulation Act* », qui entreront en vigueur le 1^{er} mars 2024 et feront de cet État le plus strict pour l'accès aux médias sociaux pour les mineurs de moins de 18 ans. Un média social est défini comme un service internet qui permet certaines interactions listées, et disposant de plus de 5 M d'abonnés dans le monde.

Plus précisément, la première impose une vérification systématique de l'âge de tout utilisateur qui réside en Utah, par des moyens et méthodes qui seront précisés par le Département de la protection des consommateurs et qui ne se limiteront pas à la transmission d'une pièce d'identité délivrée par les services de l'État. L'ensemble des utilisateurs actuels, y compris majeurs, qui ne se plieront pas à cette démarche verront leur compte automatiquement fermé. Par ailleurs, l'ouverture ou le maintien du compte devra obtenir le consentement exprès d'un parent ou du tuteur et celui-ci devra toujours pouvoir avoir accès au compte du mineur. Enfin, les médias sociaux devront respecter, s'agissant des mineurs, un ensemble de règles, comme l'interdiction de leur envoyer des publicités ciblées, de partager leurs

données personnelles, de faire apparaître leur compte dans des recherches ou l'obligation de limiter le temps passé devant l'écran sous la direction d'un majeur quant à la durée exacte.

La seconde interdit tout design ou caractéristique qui provoquerait une addiction chez les utilisateurs mineurs à l'instar des algorithmes ou des *darks patterns*. Est introduit pour la protection des règles contenues dans ces textes un droit direct d'action en justice pour faire cesser la violation et obtenir réparation du préjudice physique, financier ou psychologique. Lorsqu'est en cause un mineur de moins de 16 ans, la loi instaurera une présomption simple s'agissant du lien de causalité entre le dommage et l'utilisation du média social.

Alors que le Gouverneur, Spencer Cox, a fait de la protection de la santé mentale de ses résidents mineurs une priorité a d'ores et déjà annoncé qu'il signerait cette législation, Netchoice, association qui regroupe notamment Meta, TikTok et Google, l'a exhorté de ne pas le faire tout en annonçant qu'elle poursuivrait la voix contentieuse au besoin.

Brèves

- Le 2 mars, la Maison Blanche a [annoncé](#) sa stratégie nationale en matière cyber, qui prévoit (i) un rééquilibrage de la responsabilité de défense du cyberspace en déplaçant le fardeau de la cybersécurité des individus, des petites entreprises et des gouvernements locaux vers les organisations les plus capables et les mieux placées pour réduire les risques ; (ii) un réaligement des incitations à favoriser les investissements à long terme en trouvant un équilibre prudent entre la défense contre les menaces urgentes d'aujourd'hui et la planification stratégique pour un avenir résilient.
- Dans un [rapport](#) émanant d'un sous-comité contrôlé par les Républicains de la Chambre, il est affirmé que la Federal Trade Commission (FTC) se rend coupable de harcèlement de la société Twitter en lui imposant un « déluge » de demandes, pour notamment obtenir des détails sur les décisions prises par Elon Musk dans chaque département de l'entreprise, sur les communications internes d'Elon Musk, et sur les interactions entre Twitter et les journalistes.
- Les agences fédérales des États-Unis ont 30 jours, aux termes [de lignes directrices](#) édictées par l'office exécutive du Président, pour s'assurer de la suppression de l'application TikTok, détenue par la société chinoise Bytedance, sur l'ensemble de leurs appareils. Cette obligation s'étend aux appareils électroniques de leurs co-contractants lorsqu'ils sont indispensables à l'exécution de

leur contrat dans un délai de 90 jours à compter du 27 janvier 2023. Des dérogations peuvent être octroyées par le directeur de chaque agence pour des raisons de sécurité nationale, d'application de la loi fédérale ou d'enquêtes. Cette décision intervient alors que la plateforme est en cours de négociations avec le CIFIUS (comité pour l'investissement étranger aux États-Unis) pour s'assurer que sa réorganisation lui permette de poursuivre ses opérations dans le pays.

- Le gouverneur de l'État de Californie, Gavin Newsom, le procureur général, Rob Bonta, et le Président de l'agence californienne de

protection des données personnelles (California Privacy Protection Agency) ont signé une [lettre commune](#) au Congrès fédéral pour lui demander de ne pas adopter de législation en matière de protection des données personnelles qui préempterait les lois des États. En effet, l'État de Californie s'est doté du « California Consumer Privacy Act » dès 2018 qui est la loi la plus protectrice de la vie privée aux États-Unis. Ils exhortent le Congrès d'adopter un plancher et non pas un plafond s'agissant de cette matière.

Santé

11 Les données personnelles des députés et du personnel de la Chambre des représentants ont été piratées suite à une faille dans leurs systèmes d'assurance maladie

Les données personnelles des membres et du personnel de la Chambre des représentants ont été piratées à la suite d'une faille récemment découverte dans le groupe de soins de santé DC Health Link, tel que révélé par les dirigeants de la Chambre des représentants mercredi.

Le président de la Chambre, Kevin McCarthy, et le leader de la minorité, Hakeem Jeffries, ont envoyé un courriel, [obtenu par POLITICO](#), décrivant une « violation flagrante de la sécurité au sein du marché de l'assurance de DC Health Link ». Les dirigeants ont noté que la faille « a compromis les informations personnelles de nombreux membres de la Chambre des représentants, de leurs conjoints, des personnes à leur charge et des employés des deux partis », mais ils n'ont pas identifié les membres affectés.

« À l'heure actuelle, notre priorité absolue est de protéger la sûreté et la sécurité de tous les membres de la communauté du Capitole touchés

par le cyberpiratage », ont écrit les chefs de file de la Chambre des représentants, précisant qu'ils avaient écrit à DC Health Link pour obtenir de plus amples informations sur la violation et qu'ils étaient « continuellement informés » de la situation par le FBI et la police du Capitole des États-Unis.

Un porte-parole de DC Health Link a confirmé la violation et a déclaré dans un communiqué que « les données de certains clients de DC Health Link ont été exposées sur un forum public » et que l'organisation travaille avec des enquêteurs médico-légaux et les forces de l'ordre pour enquêter sur la violation. En outre, DC Health Link est en train de notifier les clients concernés et prévoit de fournir des services de surveillance du crédit à tous les clients, que leurs informations aient été compromises ou non.

Brèves

- La [Californie](#) ne renouvellera pas un contrat de 54 M\$ avec Walgreens en réponse à la décision de l'entreprise de ne pas distribuer un médicament abortif dans les États où les représentants républicains ont menacé de les poursuivre en justice, a déclaré le 9 mars le gouverneur Gavin Newsom.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDT, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.